

Discours de Carlo Azeglio Ciampi sur une Constitution européenne (Leipzig, 6 juillet 2000)

Légende: Le 6 juillet 2000, Carlo Azeglio Ciampi, président de la République italienne, prononce à l'Université de Leipzig un discours dans lequel il se prononce en faveur d'une Constitution européenne qui, selon lui, démontrera notamment la dynamique du processus communautaire et augmentera la légitimité démocratique de l'Union européenne.

Source: Discours du président de la République Carlo Azeglio Ciampi à l'occasion du titre de docteur honoris causa qui lui est décerné par l'université de Leipzig. [EN LIGNE]. [Roma]: Presidenza della Repubblica, [25.07.2005]. Disponible sur <http://www.quirinale.it/Discorsi/Discurso.asp?id=12720>.

Copyright: Presidenza della Repubblica

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_carlo_azeglio_ciampi_sur_une_constitution_europeenne_leipzig_6_juillet_2000-fr-cac30bda-a165-4356-b6e2-46e93cd487d2.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Discours du président de la République Carlo Azeglio Ciampi à l'occasion du titre de docteur honoris causa qui lui est décerné par l'université de Leipzig (Leipzig, 6 juillet 2000)

Monsieur le Président de la République Fédérale d'Allemagne,

Monsieur le Ministre Président de la Saxe,

Monsieur le Recteur Magnifique,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs,

Les nobles paroles prononcées par les illustres orateurs qui m'ont précédé pour rappeler mon engagement en faveur du processus d'intégration européenne m'incitent à vous manifester tout de suite une de mes convictions profondes.

Si nous sommes vraiment persuadés que l'Europe est de nouveau pleinement consciente de sa civilisation, alors le XXI^e siècle pourra être le siècle de l'Europe, de ses libertés fondamentales, de l'équilibre entre solidarité sociale et progrès économique, du respect des droits et des règles pour tous et de sa capacité, après des guerres fratricides, de vivre et de faire s'affirmer la paix.

Je suis aujourd'hui encore reconnaissant à l'Université de Leipzig d'avoir reçu un jeune étudiant italien qui a puisé de novembre 1940 à juillet 1941 aux sources de l'école allemande de philologie classique dont Leipzig, avec Heidelberg et Königsberg, était le berceau.

Les temps étaient dramatiques. Je me souviens bien de l'émoi d'un ami d'études allemand qui, me disant "nous gagnerons encore d'autres batailles, mais nous perdrons la guerre", révélait l'existence d'une autre Allemagne qui était contre la tyrannie. Mais nous avons alors déjà intuitivement conscience que les liens indélébiles entre la culture allemande et celle italienne et les valeurs classiques auraient survécus à l'alliance du nazisme et du fascisme.

Nos deux cultures, orgueilleuses de leur caractère unique et ouvertes au dialogue, ont recommencé à jouer un rôle moteur en Europe.

Les territoires de l'Est, victimes de terribles dévastations, à Leipzig même et encore plus durement à Dresde, ont accéléré sans violence la chute du communisme en apportant une inestimable contribution à l'unification de l'Allemagne.

Je suis particulièrement heureux que ce titre de "docteur honoris causa" me soit justement décerné en Saxe et dans cette ville qui, après avoir porté un coup décisif à l'effondrement du totalitarisme grâce à d'imposantes et pacifiques protestations populaires, joue maintenant un rôle de premier plan dynamique dans la nouvelle réalité allemande.

L'Allemagne et l'Italie tirent motif d'orgueil d'avoir partagé dans les 50 dernières années un fort engagement européen. Nous pouvons maintenant consolider une syntonie déjà intense et de vaste portée.

Je rends hommage à la détermination avec laquelle les gouvernements allemands de l'après-guerre ont poursuivi l'objectif de la réunification de l'Allemagne en le conjuguant à un grand dessein européen.

L'ancrage de l'Allemagne à l'Ouest voulu par Adenauer, la politique vers l'Est de Willy Brandt, la transformation grâce à Schmidt de la réconciliation franco-allemande en pilier de la construction européenne, la capacité qu'a eue Kohl de promouvoir la monnaie unique et la réunification allemande s'inspirent d'une seule vision clairvoyante et la définissent.

La chute du mur a ouvert une nouvelle page d'histoire en Allemagne et en Europe. Par ce choix que tout l'Occident a partagé, l'unification allemande a donné un nouvel élan à l'unité de notre continent. Avoir ouvert tout grand la porte orientale de l'Europe est aussi un de vos grands mérites.

J'envisage avec satisfaction non seulement la collaboration italo-allemande, à laquelle les centaines de milliers de travailleurs italiens en Allemagne ont fourni un grand apport, mais aussi le rôle de mon pays dans le processus d'unité européenne. Cohérence et ténacité constante dans la poursuite des grands objectifs européens et atlantiques, affirmation de la culture de la stabilité dans la politique économique, mise en oeuvre convaincue des engagements pour la défense commune et pour la légalité internationale, ont marqué la présence de l'Italie dans les passages décisifs de l'histoire européenne.

Nous avons été parmi les premiers à exprimer des paroles de soutien à nos amis allemands: Giuseppe Saragat, s'étant rendu à Auschwitz en sa qualité de Président de la République italienne, avait observé "ce sont les nazis qui ont fait cela, pas le peuple allemand". Et comment ne pas rappeler les paroles émues du Président Pertini au camp de concentration de Flossenbourg sur les courageux efforts de tant d'allemands dans la résistance aux nazis?

Nous avons surmonté ensemble des passages difficiles. Je me souviens de notre commune fermeté et de notre solidarité lors du déploiement des euromissiles: passage déterminant dans la résistance victorieuse de l'Occident au défi communiste. Ensemble nous avons travaillé à fond dans les Balkans: de nos efforts pour nous opposer à la guerre civile en Albanie à notre action conjointe pour consolider la paix en Bosnie et la reporter au Kosovo. Nous ne nous sommes pas soustraits à nos responsabilités: notre présence sur ces terres en vue de leur démocratisation et contre des choix en faveur d'une seule ethnie constitue un effort de civilisation.

L'amitié italo-allemande est une colonne portante en Europe. Des rapports ininterrompus de civilisation nous unissent et s'expriment par d'innombrables exemples: de la philologie classique et de la pensée philosophique, historique et juridique à l'édition, à l'étude des civilisations antiques, à la musique, aux arts figuratifs. Renaissance nationale allemande et Risorgimento italien ont eu une commune inspiration et furent des événements capitaux pour l'Europe du XIX^e.

Nous avons œuvré avec succès pour que les deux composantes fondamentales de notre culture - celle de l'Europe centrale et celle latine - retrouvent leur élan pour progresser ensemble à faire avancer la civilisation européenne.

Si nous sommes parvenus à une synthèse entre l'Europe centrale et celle méditerranéenne dans l'Union européenne, c'est aussi grâce à l'Italie. Parmi les raisons qui ont poussé l'Italie à poursuivre tenacement son adhésion à l'Euro, il y a eu l'exigence d'un équilibre entre l'Europe centrale et celle méridionale.

L'Europe carolingienne exprime une première, mais restreinte, physionomie européenne: nous sommes plus confiants de sentir aujourd'hui que la dimension nordique, celle de l'Europe centrale et celle méditerranéenne, sont en train de devenir les aspects complémentaires d'une réalité de plus en plus indivisible.

C'est pour cela qu'en ma qualité de Ministre du Trésor j'ai voulu l'image de Castel del Monte sur l'Euro qui circulera en Italie à partir de janvier 2002, en hommage à Frédéric II, empereur à la fois allemand et romain, qui incarna un idéal de supranationalité, plus tard offusquée par de trop longues périodes d'opposition néfaste. Il y a quelques semaines nous nous sommes arrêtés avec le Président Rau devant sa tombe dans la cathédrale de Palerme.

Le souvenir des motivations idéales de ces anciens événements encourage à des formes d'intégration avancées entre les Etats membres de l'Union européenne et représente un défi que l'on trouve depuis maintes décennies dans l'esprit européen.

On lit avec frémissement les paroles de Benedetto Croce "de même qu'un napolitain de l'ancien règne ou un piémontais de celui subalpin se firent italiens sans renier leur être antérieur mais en le haussant et en le résolvant dans ce nouvel être, de même et les français et les allemands et les italiens et tous les autres se hausseront à être européens et leurs pensées iront à l'Europe et leurs cœurs battront pour elle comme avant pour leurs plus petites patries".

Ainsi en 1931 écrivait Benedetto Croce, ce phare qui a éclairé du centre de la Méditerranée une lande que la dictature avait rendue désolée et qui s'est nourri de la pensée des grands de la philosophie et de la culture allemandes. Le livre dont j'ai tiré cette citation s'ouvre avec la dédicace de Croce à Thomas Mann, alors que dans ces mêmes années celui-ci lançait cette exhortation "nous ne voulons pas d'une Europe qui ne continuera à garder son nom qu'au sens historique".

Monsieur le Président,

La construction européenne est maintenant arrivée à un tournant décisif qu'il va falloir affronter avec cohérence, unité, pragmatisme et flexibilité; elle s'est proposée pour l'an 2000 des échéances fondamentales.

La ligne qui sépare le succès de l'échec est ténue.

Sauvegarder l'identité nationale et dépasser la souveraineté sont des références apparemment contradictoires mais en fait complémentaires et toutes deux nécessaires pour que l'Europe avance.

Dans l'appel que j'ai adressé il y a quelques mois au Parlement polonais, j'ai dit que "l'histoire nous a confié la tâche de former l'unité de l'Europe" et j'ai ajouté que "le caractère unique de l'expérience européenne, qui est surtout d'avoir appris à vivre au milieu des diversités, constitue aussi la clef de son avenir". L'unification de l'Europe n'exige pas d'effacer nos patries bien aimées; au contraire, dans un monde de plus en plus globalisé, elle protège leur identité et leur autonomie.

A un an et demi du début de la circulation de l'Euro, ce rendez-vous crucial exige que s'accélère l'impulsion à s'intégrer. L'euro ne peut naître isolé, orphelin.

L'histoire de l'intégration européenne n'a pas toujours été faite de progrès linéaires. Nous avons connu des pauses, des incertitudes, des accélérations. Il y a toujours eu des pays qui se sont poussés plus loin sur la voie de l'unification avant d'autres.

D'éminentes voix se sont récemment levées dans nombre de pays d'Europe, et en premier l'Allemagne, pour ne pas différer outre la nécessaire définition des objectifs et des responsabilités de l'Europe vis-à-vis d'elle-même et des peuples voisins. Toutes évoquent une communauté de destins, vivifiée par la force propulsive et animatrice d'une idée.

Le moment actuel n'est pas celui de pauses mais de choix courageux et de grande portée. La force d'une idée peut être inexorable et transformer des mirages en buts bien précis. Robert Schuman disait que l'Europe "se fera pour des réalisations concrètes en créant en attendant une solidarité de fait"

Le calendrier complexe du dessein européen - réforme institutionnelle, élargissement, création d'un espace juridique commun - a besoin pour être mis en œuvre d'une profonde conviction et d'une forte volonté de propulsion. Surtout pour ce qui est du droit à s'intégrer plus étroitement pour les pays en mesure de le faire qui le veulent, en prévoyant en tout cas la possibilité de les rejoindre pour tous ceux qui le désirent.

J'attends en outre beaucoup de la Charte Fondamentale des Droits de l'Union européenne. Si nous n'avons pas la conscience et l'orgueil d'être citoyens européens et si la Charte n'est pas acceptée comme référence essentielle pour les gouvernements, notre mobilisation risque d'être moins féconde. Je me sens encouragé par la conscience que j'ai de parler dans un Land et dans une ville qui a su maintenir intègre une identité qui a survécu à deux totalitarismes en un peu plus d'un demi-siècle, et par les nobles paroles qu'a récemment prononcées le Président Rau sur la nécessité de "vaincre l'incertitude et la peur": les idéaux de liberté et des

droits de l'homme sont indispensables pour placer la Charte au centre de la conscience européenne.

Je suis sûr que la volonté de réformes des européens saura trouver un point de jonction entre le caractère indispensable de l'intégration et l'audace de l'élargissement.

La souveraineté constituera un motif de progrès pour l'Europe: en différents domaines, la souveraineté nationale a déjà été surmontée. Le fonctionnement des institutions européennes existantes impose que l'on dépasse des règles formellement paritaires mais paralysantes. C'est un parcours le long duquel il nous faut aussi avancer avec l'appui de nos opinions publiques. Nous ne pouvons à plus forte raison rester insensibles à la sagesse des appels du Parlement européen en vue d'une ambitieuse réforme des Traités.

L'élargissement n'est pas seulement une obligation découlant de l'histoire européenne elle-même; il indique à la communauté internationale que l'individualité et l'autorité de l'Europe sont en voie de devenir un fait accompli. L'élargissement est la capacité de réaliser une vie pacifique commune entre les peuples européens. Il suppose une réforme institutionnelle renforçant le rôle et l'efficacité de la Commission dans l'accomplissement intégral de ses tâches qui sont clairement indiquées dans les Traités et élargissant les marges de supranationalité. Sans pour cela effacer l'identité des différentes nations.

L'intégration européenne est en train de se transformer d'économique et monétaire en authentique lien de solidarité démocratique. Comme je l'ai dit à l'Université de Bologne en février dernier, ce processus a besoin d'une Constitution européenne: elle est nécessaire pour démontrer que la source ultime de la légitimité des institutions dans l'Union européenne réside dans les citoyens; elle est nécessaire car il ne peut y avoir identité européenne sans une pleine adhésion à des valeurs incluant la lutte contre la xénophobie et le respect des minorités; elle est nécessaire pour projeter les valeurs fondamentales de démocratie et de liberté au-delà des frontières de l'Union européenne dans le cadre de l'Europe géophysique.

Nous pouvons dès à présent définir deux points cruciaux: une première partie qui fera sien le contenu de la Charte des Droits Fondamentaux et une seconde qui devra identifier les sphères de compétence et de responsabilité des organes de l'Union mais aussi des sujets institutionnels (des Communes aux Régions et aux Etats) qui participent à la vie associative européenne.

L'Europe est déjà une entité politique capable, à l'intérieur et à l'extérieur, d'agir dans les domaines où les Etats n'ont pas la capacité d'opérer à eux seuls. Je voudrais rappeler ici quelques secteurs où développer dès maintenant plus résolument la vocation européenne et poursuivre d'autres buts:

- la coopération renforcée doit être placée au centre de la consolidation institutionnelle: moyennant l'utilisation et l'augmentation des possibilités qu'offre le Traité d'Amsterdam et en imaginant des formes de coopération plus hardies dans le domaine de la politique étrangère et de sécurité commune et de défense.
- la capacité de gouvernement de l'Union, nécessaire pour compléter la monnaie, doit être consolidée en renforçant le gouvernement central de l'économie: l'Euro 11 peut accroître son autorité par la méthode des analyses communes, l'indication des solutions appropriées et la vérification de leur mise en œuvre autonome mais contraignante de la part des différents gouvernements.
- une identité culturelle qui ne prenne pas seulement en compte la protection de notre héritage historique et artistique mais soit un fascinant défi pour la rendre plus féconde et consolider le sentiment d'appartenance à une civilisation commune.

Nous affrontons la plus grande entreprise de stabilisation politique jamais tentée en Europe, car elle ne se base plus sur la recherche d'équilibre de puissance mais sur une communauté de valeurs et d'institutions. C'est là le sens profond de la paix européenne.

Il n'est pas dit, il faut le répéter, que les étapes de ce processus doivent être égales pour tous et avoir lieu en même temps. Il faut pour cela un apport tonique, volontariste et conscient, de la part d'un groupe d'Etats capable de transformer la liaison entre intérêt national et intégration européenne déjà largement ressentie en

un lien de plus en plus convaincant.

Et puis, si l'on se demande quels sont les Etats susceptibles de prendre l'initiative de formes d'intégration plus avancées, la réponse est simple: tous ceux qui, à partir des pays fondateurs, sont disposés et prêts à y participer.

L'engagement et la stabilité de l'Italie sont hors de discussion: nous avons toujours su prendre position, avec sens des responsabilités et fermeté, sur toutes les questions décisives de l'Europe. Nous avons toujours été en première ligne pour construire le consensus européen. Nous avons payé des coûts lorsque cela s'est révélé nécessaire. Nous maintenons les engagements que nous avons pris quand il s'est agi d'entrer dans l'euro: le rapport entre déficit et PNB est au-dessous de 2% et diminuera encore pour arriver à s'équilibrer. La culture de la stabilité monétaire est devenue un élément essentiel de la mentalité des italiens.

Ce sera là notre comportement, même à l'avenir, avec le soutien du Parlement et un consensus populaire qui est sans égal en Europe.

Les pays comme l'Allemagne et l'Italie doivent continuer à fournir des apports innovants et responsables à la construction de la future Europe. Lors de notre récente rencontre en Sicile, nous avons convenu avec le Président Rau de contribuer, dans le cadre de nos fonctions, à la concrétisation des processus innovants, en encourageant tout d'abord le projet d'une architecture constitutionnelle européenne.

Le problème de la subjectivité internationale de l'Europe est déjà posé. Il s'agit maintenant de lui donner une forme accomplie.

Nous ne devons pas nous sentir liés par des modèles rigides: les notions de Bundesstaat, de Staatenbund ou de Staatenverband préfigurent des hypothèses différentes, toutes utilisables, sous des formes nouvelles et composites, qu'il s'agisse de bien définir la configuration institutionnelle de l'Europe ou de clarifier les compétences des divers sujets opérant dans le domaine européen.

Nous avons commencé à parler de la monnaie unique des années avant de l'appeler euro, bien avant d'avoir donné corps à une institution fédérale comme la Banque centrale européenne. L'important est de voir clairement l'objectif d'une Europe unie et cohérente et, en attendant, tendre au succès des prochains rendez-vous cruciaux avec l'élan et la détermination que suscitent la conscience et l'orgueil de la commune identité européenne et la confiance que nous inspirent les objectifs déjà atteints.

Dans sa jeunesse, ma génération a certes connu la guerre mais, pis encore, l'acceptation du conflit armé comme un fait récurrent et inévitable de la vie européenne. Si la jeunesse d'aujourd'hui peut écouter presque avec détachement et stupeur les souvenirs d'un monde qui semble très loin dans le temps, le mérite en revient surtout à l'Union européenne, au fait d'avoir su traduire des valeurs qui constituent la conscience des peuples européens en objectifs clairement et concrètement définis et en structures institutionnelles.

Aux jeunes de la nouvelle Europe, je dédie le titre dont cette glorieuse Université a bien voulu m'honorer.

Et je leur lance un fort appel.

C'est à vous qu'il appartient d'insuffler une nouvelle lymphe et un élan juvénile au processus d'intégration européenne. C'est à vous qu'il appartient de faire en sorte que la paix européenne se diffuse et se consolide, qu'elle signifie non seulement la fin des conflits armés mais la pleine affirmation des valeurs que l'Europe a exprimées au cours de son histoire millénaire. C'est à vous qu'il appartient de mener à terme une œuvre qui marquera l'histoire de l'humanité.

C'est le moment, jeunes de toute l'Europe, de voir haut; c'est le moment des engagements généreux; c'est votre moment.